

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 578 19 AOUT 2008

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

LE 15 AOUT : Le 15 août est la fête de l'Assomption. La Vierge Marie, Mère de Dieu et Mère des hommes, fut enlevée au Ciel avec son corps et son âme, après sa « dormition » pour reprendre le terme orthodoxe.

EDITO

DISNEYLAND

La dernière nouvelle est que le parc d'attractions a reçu 200 millions de visiteurs ; ce cap vient d'être franchi.

En 2007, le record annuel a été battu avec 14,5 millions de visiteurs, soit 1,7 million de plus qu'en 2006.

Ce n'est pas du tout, en fait, une bonne nouvelle sur le plan financier. Les pertes s'accroissent ; au premier semestre 2007-2008 elles sont de 37,5 millions d'euros.

Malgré les apparences que l'on s'efforce de donner à cette entreprise, c'est une longue histoire d'échec économique dans le cadre de l'économie administrée.

A l'origine, il y a une vingtaine d'années, les finances publiques furent sollicitées largement ainsi que les banques françaises. La maison mère a investi le minimum. Les terrains furent expropriés en dessous de leur valeur. Comme d'habitude dans l'économie dirigée, le grand argument était la perspective de 12 000 emplois ; l'on ne calculait pas les emplois supprimés par ailleurs. A plusieurs reprises il fallut remettre au pot, les actionnaires d'origine supportant des « coups d'accordéon ». En fait, les contribuables français et les actionnaires ont payés pour l'enrichissement de la maison mère à savoir le groupe Disney.

S'il y a encore des pertes c'est principalement à cause des royalties fabuleuses que reçoit cette maison mère. De 3,5 % jusqu'en 2003, elles sont maintenant de 7 %.

Que fait-elle de son argent ? Elle a réalisé un film appelé Dogma qui est injurieux pour la Vierge Marie.

Dans un livre excellent du journaliste aux USA, Philippe Vermont, « l'Amérique assassinée », nous lisons que Disney à l'origine était représentatif de la morale courante ? Aujourd'hui il a dévié. Michel Eisner, qui en fut le président, est un militant connu de l'homosexualité. « Pédérastes et lesbiennes composent plus de la moitié des effectifs de Disney. » Ils ont racheté des studios et une chaîne de télévision qui font de la propagande anti catholique.

L'hebdomadaire "l'Homme Nouveau" avait lui aussi signalé que la firme Disney menait une guerre idéologique contre l'organisation naturelle de la société et, en particulier, contre l'Eglise catholique, ainsi que les prêtres. Elle encourage, disait le journal, dans ses activités à prétention culturelle, des vices en tout genre. Il faut le savoir et le dire : après tout, il existe à la proximité de Paris d'autres parcs où les adultes, comme les enfants, peuvent se distraire parfaitement.

Les preuves de tout cela sont rassemblées dans un livre paru en Amérique, de Peter et Rachelle Schweizer : "La souris trahie". Les protestations se multiplient en Amérique et la fréquentation des parcs de disney en a souffert.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LA HALDE

Rappelons que c'est horrible bureaucratie ne cesse d'étendre ses tentacules dans toute la France avec des succursales qui s'ouvrent ici ou là.

Pour le devoir de mémoire, il est bon de rappeler que c'est Sarkozy lui-même qui a créé cette institution en 2004 quand il était ministre de l'intérieur.

Ne nous étonnons pas de la voir se développer et traquer partout les honnêtes citoyens tout simplement parce qu'ils ne lui plaisent pas.

LES JEUX OLYMPIQUES

Les olympiques ont toujours et très régulièrement ruiné les Etat qui les ont organisés. Ils occasionnent plusieurs années avant des perturbations considérables dans la vie des citoyens par le déclenchement de travaux gigantesques, encombrants et dispendieux. Ils obligent à réaliser des investissements tout à fait disproportionnés que, dans la suite, ne conduisent pas à une rentabilité évidente.

Il est clair que dans le cas particulier de la Chine cela ne se verra guère car les comptabilités ne sont pas très précises ; en outre le pays est absolument immense par rapport à d'autres pays ou régions qui ont accueilli les jeux auparavant. Néanmoins, d'ores et déjà devant le gouffre des dépenses certains craignent de mauvais effets sur la croissance.

La Savoie, si un calcul sincère était fait, a beaucoup souffert des jeux olympiques d'hiver accueillis il y a quelques années.

Concernant la France nous remarquons que le président Sarkozy est venu entre deux avions passer quelques heures seulement, manifestant une fois de plus son amateurisme dans le domaine de la politique étrangère. Ses confrères et néanmoins amis ont trouvé le moyen de consacrer bien plus de temps.

Par exemple, le président Bush a consacré quatre jours en Chine lors de l'inauguration.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimés. A chacun de juger)

LE FLASH SUR LA CAC 40

Tout à fait d'accord avec la pertinence de votre analyse!..

Meilleurs sentiments,

Patrick Barbé

NOTA: Je regrette que le Président N. SARKOZY ait axé sa campagne sur une fallacieuse promesse d'augmentation du pouvoir d'achat!.. Il eût été plus sage qu'il promette de faire le maximum pour qu'il baisse le moins possible!...Mais sans doute était ce trop risqué avec Ségolène en face!..

JOSEPH STIGLITZ

[Réseau Liberté](#)

Je cite intégralement le [JDD.fr](#) d'aujourd'hui parce que, à mon avis, c'est le moment ou jamais pour le Pouvoir d'engager les réformes structurelles qu'il serait dangereux de reporter pour cause d'absence tragique de croissance :

"La croissance était en berne, elle est désormais négative. Le produit intérieur brut de la France s'est contracté de 0,3% au deuxième trimestre. La consommation des ménages, qui a soutenu l'activité économique jusqu'à l'année dernière, ne progresse plus (...)".

Mais aux yeux énamourés du Gouvernement, méthode Coué oblige, rien ne serait perdu puisque "(...) Christine Lagarde reste pourtant optimiste, repoussant le spectre de la récession et assurant que l'inflation va bientôt diminuer". Dont acte.

Le mode incantatoire n'a jamais conduit qu'aux pires désillusions; il faut donc à tout prix que M. Sarkozy ordonne à son Premier ministre de mettre en oeuvre, sans aucun

délai, une réforme prioritaire et radicale de la fiscalité en général et de celle des entreprises en particulier.

Plutôt que de confier à un Joseph Stiglitz*, sulfureux prix Nobel d'économie 2001, la mission de mesurer autrement notre PIB (à quoi cela nous avancera-t-il ?), le chef de l'Etat doit impérativement agir pour rendre notre pays le plus performant possible.

Et non pas se contenter, comme une diva irlando-roumaine perchée sur le mont Olympe (plus haute montagne de Grèce avec 2.917 mètres), de jouer "*En attendant Godot*" qui, comme chacun sait, ne viendra jamais.

* Nicolas Sarkozy a cru utile et nécessaire de confier à Joseph Stiglitz la présidence d'"*un comité d'experts internationaux chargé de réfléchir aux limites du Produit National brut comme critère de mesure de la performance économique et du bien-être*". Encore et toujours l'ouverture !

Librement !

Philippe (Sully) ROBERT
<http://sully1.typepad.com>
02400 FRANCE

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser sans modération)

LUNDI 18 AOUT 2008

CONSERVATION DES HYPOTHEQUES OU LE FABULEUX BUTIN

La presse nous a mis au courant récemment de la chance d'un dirigeant syndicaliste qui va être nommé Conservateur des hypothèques de Corbeil-Essonnes. Il a été précisé qu'avec l'accord de Claude Ghéant, secrétaire général de l'Elysée, il serait autorisé à ne pas exercer réellement ses fonctions afin de continuer à travailler à la CGT !

C'est l'occasion pour le devoir de mémoire, d'explorer l'univers vraiment stupéfiant et scandaleux des conservateurs des hypothèques. La Cour des Comptes, elle-même, grâce lui soit rendue, nous prend par la main pour cette promenade dans l'horreur bureaucratique.

J'ai intitulé un livre, les « Etranges silences de la cour des comptes » ; cette fois-ci, dans le chapitre du rapport consacré aux conservations des hypothèques, la Cour ne nous cache rien et nous gâte par ses découvertes.

Il existe 354 conservations des hypothèques assurant le service de la publicité foncière, notamment en tenant les registres officiels des propriétés immobilières, et des hypothèques. Elles exercent aussi une activité fiscale connexe : perception des droits d'enregistrement et de mutation, de la TVA immobilière et, depuis 2004, de l'imposition des plus-values immobilières. Elles comportent 5000 emplois sur les 75 000 de la direction générale des impôts : ce ne sont pas des effectifs négligeables.

Le statut des conservateurs des hypothèques est très ancien puisqu'il remonte à l'année 1799. Les avantages fabuleux de ces vrais « Saigneurs » de la « République Fromagère » reposent sur une fiction juridique ancienne : ils sont considérés comme des préposés extérieurs, rémunérés par les usagers et prenant en charge tous les frais. En outre, ils sont tenus responsables pour les éventuelles erreurs commises dans la communication des informations.

Très vite, dans son rapport, la Cour formule un aveu terrible : « cette curiosité administrative permet à la direction générale des impôts d'offrir à un grand nombre de personnes des centaines d'emplois particulièrement attractifs par les rémunérations élevées et des pensions de retraite majorées dont ils sont assortis ». Que des laideurs peuvent sembler belles quand elles sont énoncées dans un beau langage !

Tout est dit ainsi sur le scandale et la Cour des Comptes le détaille ensuite largement tout en constatant que, malgré ses critiques dans plusieurs rapports successifs, le système se maintient dans la durée.

Elle ne manque pas de remarquer que les conservateurs couvrent leur responsabilité par une assurance et qu'en plus les erreurs sont extrêmement rares, ce qui ne nous étonne guère compte tenu des facilités offertes par l'informatique. La Cour spécifie : « l'intérêt pour les finances publiques du régime de responsabilité reste un sujet d'interrogation, alors même que l'informatisation en cours dans la conservation et le développement de la télétransmission avec les notaires devraient être de nature à réduire les risques d'erreur. Pour autant, aucune conséquence n'en a, jusqu'à présent, été tirée ».

Le formidable butin de la République Fromagère qui est ainsi attribué à tel ou tel n'a, en vérité, aucune justification sinon le bon plaisir des gouvernements de toutes sortes ayant la volonté de continuer à générer le scandale. Remarquons que l'information concernant un syndicaliste montre que le privilège peut dépasser le monde étroit de Bercy et récompenser d'autres éminents serviteurs de l'Etat, même si ces « services » ont consisté, le plus souvent, à mettre du désordre dans les chemins de fer !

Saluons au passage la rapidité de la rotation dans ces postes : comme ils s'agit, en particulier, de donner aux heureux bénéficiaires un formidable coup de pouce à leurs retraites, les postes tournent à grande allure pour que chacun puisse s'appuyer sur un salaire très élevé juste avant sa retraite ce qui est très favorable dans le cadre d'un « régime spécial » ; les retraités de base dont la retraite s'écroule apprécieront !

La Cour remarque, sans beaucoup s'émouvoir, que le statut hors du commun s'est construit dans la plus grande illégalité : « les textes réglementaires concernant les conservateurs, leur rémunération et leur pensions de retraite ne sont toujours pas tous publiés. Ne l'est pas le décret fixant leurs droits à pension. Quant au barème des prélèvements effectués par l'État sur les salaires qui fixe la base de calcul de rémunération des conservateurs, il est en fait caduc, car remplacé par un autre, plus favorable aux conservateurs, mais non publié ». Un des principes non écrits de la République Fromagère s'écrit ainsi : « Pas vu, pas pris ».

L'effectif des conservateurs n'est pas pris en compte dans les autorisations d'emploi des lois de finances. C'est une entorse à la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), ce qui montre en passant le peu de sérieux de cette récente invention administrative en forme de gigantesque usine à gaz.

Le « coup au but » s'est accéléré ces dernières années avec la hausse de l'immobilier puisque les ressources sont basées en partie sur la valeur des biens immobiliers. En 2006 la rémunération nette moyenne des conservateurs a progressé de 13,1 % par rapport à celle de 2005.

Il y a 19 conservations qui offraient en 2006 des rémunérations supérieures à 180 000 € annuelle nette, dont trois de plus de 240 000 €. À l'autre bout de l'échelle des conservateurs ont perçu entre 56 000 et 100 000 €. Ne plaignons pas trop ces malheureux tout en constatant qu'il y a des inégalités dans les faveurs que l'on reçoit du pouvoir. Au sujet de l'imposition éventuelle, la Cour n'est pas prolix : « étrange silence » encore.

La Cour remarque ensuite qu'il existe de fortes marges de progrès dans la productivité et la qualité du service ; des gisements de productivité potentielle importants peuvent être réalisés grâce à l'informatisation.

La Cour relève : « de grandes disparités de taille et de volume d'activités entre les diverses conservations ». Certaines conservations semblent vraiment somnoler ce qui n'empêche pas de bénéficier de la fourchette basse des rémunérations qui est déjà tout à fait coquette.

Plusieurs conclusions s'imposent après ce tour d'horizon.

Le carrousel des bénéficiaires débarquant dans cette activité à 18 mois ou 2 ans de leur fin de carrière est, pour user du langage feutré de la Cour des Comptes, une « curiosité ». C'est le moins qu'on puisse dire.

La paupérisation du peuple français trouve une fois de plus son explication dans le formidable transfert d'argent indu en direction des fausses élites qui le manipulent par élections interposées.

La Cour réitère ses critiques, après les avoir formulée dans plusieurs rapports antérieurs, bien que notant quelques améliorations à la marge qui ne touchent en rien à l'essentiel. Une fois de plus est confirmée la seule utilité de cette fastueuse administration : elle décrit, avec talent et force détails, au peuple français le système d'exploitation auquel il est soumis. En revanche, elle ne saurait jamais servir à détruire ce système ou à l'améliorer.

Les taxes que paient les usagers pour ce travail pourraient être fortement allégées dans une organisation privatisée. Toute privatisation de quelque activité que ce soit réduit les frais d'au moins la moitié.

L'expérience que chacun peut avoir lors d'opérations immobilières avec le délai insupportable que les conservations des hypothèques font supporter aux notaires dans la transmission des renseignements montre une fois de plus que l'inondation d'argent ne conduit pas à l'efficacité.

Enfin terminons sur une note d'espoir. Tout ce magma est illégal ; c'est une très bonne surprise car un pouvoir « Libérateur » n'aurait aucun mal à le faire tomber d'une simple chiquenaude !

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

REMARQUE IMPORTANTE

Il y a des problèmes dans la diffusion des flashes. Certains destinataires ne les reçoivent pas.

Il est conseillé d'indiquer aux personnes qui ne les reçoivent pas de les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

CITATION

ARISTOTE ET LE COMMUNISME

Le philosophe grec avait condamné le communisme et par le fait le socialisme qui y conduit. Voici une de ses phrases :

"On prend fort peu de soin de ce qui est commun à un très grand nombre : les individus en effet s'occupent principalement de ce qui leur est en propre et moins de ce qui leur est commun, ou seulement dans la mesure où chacun est concerné. En outre, on néglige plus ce qui est commun parce qu'on a l'impression que quelqu'un d'autre s'en occupe".

On croirait du Bastiat.

REVUE DE PRESSE

35 HEURES, LA FAUSSE REFORME

Les fausses réformes continuent sans s'arrêter, tout en étant célébrées par des informations découlant des services de communication du gouvernement. C'est ainsi que l'on nous fait croire que la loi des 35 heures est enterrée alors qu'elle est toujours plus en vigueur que jamais.

Simplement le gouvernement a imaginé un dispositif extraordinairement compliqué qui a pour effet que fort peu d'entreprises osent changer quoi que ce soit aux accords péniblement passés lors de l'introduction des 35 heures. Un journal titre : « 35 heures : les entreprises ne sont pas vraiment pressées de renégocier ».

En outre, pour les petites entreprises il est nécessaire d'obtenir l'accord de syndicats officiels pour libérer le marché du travail et bien entendu ces PME n'ont aucune envie d'introduire des syndicats dans leur pratique quotidienne.

L'ARMEE ITALIENNE

Une nouvelle étonnante vient de nous parvenir.

L'armée italienne intervient dans le maintien de l'ordre.

Elle est arrivée à bout de l'immense problème des poubelles de Naples et de sa région, ceci malgré l'influence de la mafia. L'entrepreneur Berlusconi a bien joué son rôle.

Maintenant elle étend son action ailleurs et est appelée à collaborer au maintien de l'ordre.

En France le désordre est total ; 500 villes doivent être reconquises et délivrées des mafias qui les gouvernent.

Un futur gouvernement de droite devra s'attaquer en force à la libération nécessaire. Il est clair que l'armée peut lui être d'un grand secours, quitte à prendre toutes dispositions légales nécessaires.

Parallèlement, les pleins pouvoirs ont été donnés aux maires italiens pour organiser la lutte contre la prostitution, les voies de fait dans les rues, le trafic de drogue, et les violences sur la voie publique dues à l'abus d'alcool, la détérioration des bâtiments publics et les bivouacs sur les places et dans les parcs

LES BREVES

LES CENTRES CULTURELS FRANÇAIS

La France dépense plus d'un milliard d'euros par an pour son action culturelle. Dans les pays où elle est représentée, il y a 3,9 centres culturels ou alliances françaises. Allemagne, Angleterre, USA dépensent bien moins.

Sous la III^e république, il n'y avait pas de ministre de la culture et tout juste un secrétariat d'Etat rattaché à l'Education nationale et le rayonnement de la France était au maximum.

En fait ces centres sont de gentils fromages qui somnolent en dépensant l'argent du contribuable et la langue française perd tous les jours du terrain.

LE PETROLE

Une bonne nouvelle est que suite à la folie du prix du pétrole, tous les pays réfléchissent à s'en affranchir de plus en plus et par tous les moyens y compris les nouvelles sources d'énergie.

Cerise sur le gâteau : l'expansion de l'islam repose pour beaucoup sur l'Arabie et la richesse insolente des princes Saoudiens.

Si le roi pétrole tombe, sera-ce – la fin de l'islam ?

DOCUMENTS

Nous publions les documents, tels qu'ils nous parviennent ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

[*Retour à la Une*](#)

Requiem pour la Géorgie

Sarkozy revient de Moscou comme d'autres, à leur époque, de Munich. La Géorgie a été écrasée. Martin Birnbaum en fait l'oraison funèbre.

Pendant que 4 milliards de téléspectateurs regardaient l' époustouflante et fastueuse cérémonie d' ouverture des Jeux Olympiques de Pékin, organisés par les prochains «maîtres du monde» dans le plus pur style des jeux nazis de Berlin 36 ou des grands messes à la gloire des dirigeants nord-coréens, les Russes envahissaient l' Ossétie du Sud.

Depuis trois jours les radios et les télévisions du monde entier nous font savoir que la Russie est en train d' écraser la Géorgie. Bien sûr, George Bush lève la voix pour dire que les relations USA-Russie vont en pâtir, bien sûr notre Kouchner national prend l' avion pour prêcher la bonne parole aux «deux parties». Impossible de lui faire dire que l' agresseur est russe et que la Géorgie est agressée et cela depuis des lustres...

En 1922, Staline redessine les frontières du Caucase et intègre l' Ossétie à la Russie. Originaire de Géorgie, il crée une «Ossétie du Sud» qui reste en Géorgie. 100.000 habitants à l' origine se partageant entre géorgiens (un tiers) et ossètes, 4.000 km² de superficie, voilà un pays de cocagne où il fait bon vivre et où les gens vivent en paix. Sa capitale s' appelle de 1934 à 1961 «Stalinri». En 1989, à la faveur de l' écroulement de l' empire soviétique, une partie des Ossètes préfèrent se rattacher à la Russie et font sécession. Après trois années de guerre, sous l' influence de l' Europe, des Etats-Unis et de l' OSCE, on fige la situation et on confie à la Russie la mission «d' observateur» pour maintenir la paix. On assigne au loup la tâche de garder les moutons... La Géorgie est amputée d' une partie de son territoire, exode massif des géorgiens vivant en Ossétie du Sud (surtout ne pas prononcer les mots «nettoyage ethnique») et le territoire est administré depuis par un «gouvernement» ossète qui n' est reconnu par personne au monde sauf par la Russie...

Comme on connaît la pugnacité de l' Europe quand il s' agit de respecter la légalité internationale, les choses sont restées sans solution depuis plus de quinze ans avec l' espoir que la Géorgie avalerait la couleuvre. Comme elle devait en avaler une seconde, l' Abkhazie : une autre république qui, avec l' aide généreuse de la Russie a fait sécession aussi, donnant à cette dernière un morceau supplémentaire de rive de la Mer Noire.

Malheureusement (pour la Géorgie) un oléoduc construit pour acheminer le pétrole de la Mer Caspienne (Bakou) jusqu' au port turc sur la Méditerranée, Ceyhan, évite la Russie dont le propre oléoduc se retrouve privé d' une partie de ses ressources. En fait, cela revient à mettre une croix sur le transport de pétrole azerbaïdjanais vers Novorossisk par l' oléoduc russe, ce qui fait dire à un expert *«Pour éviter ce genre de revirement à l' avenir, la Russie doit en premier lieu augmenter son influence dans les pays de la CEI, dans les anciens pays socialistes et en Turquie»*. Nous y voilà, la Russie fait donner ses armées, écrase la Géorgie et «libère» la capitale d' Ossétie du Sud dans le silence assourdissant de l' Europe qui accepterait, in fine, que la Russie s' assure la main mise sur cette voie d' approvisionnement. L' Europe qui depuis la fin des années 70 s' est livrée, pieds et poings liés, à la Russie pour satisfaire ses besoins en gaz et pétrole. Certes, on a bien essayé de trouver un modus vivendi avec les Russes au moment de la conception de l' oléoduc. Mais tout accord devenait de plus en plus hypothétique au fur et à mesure que s' affirmait la tendance du gouvernement russe, présidé par Vladimir Poutine, à rétablir une autorité étatique ferme, entre autres, sur les productions des hydrocarbures et surtout à ne pas tolérer d' intrusion politique des étrangers dans les affaires économiques russes.

Lors de l' inauguration du canal de Suez, en 1869, parmi les félicitations dont on abreuvait Ferdinand de Lesseps, Bismarck lui fit remarquer qu' il avait fixé géographiquement le lieu des futures batailles. Bismarck n' avait pas tort, l' analogie est parfaite pour l' oléoduc

Bakou-Tbilissi-Ceyhan.

Les occidentaux ont été surpris par la rapidité et la disproportion de la réaction russe à la soi-disant «agression» géorgienne. En fait, tout était préparé depuis longtemps : plus de 60.000 hommes attendaient l'arme au pied du côté de l'Ossétie du Nord (en Russie) ainsi que plus de 300 chars d'assaut, une armada de chasseurs bombardiers et d'avions gros porteurs transportant des moyens de locomotion et des pièces d'artillerie, bref, «la réaction» était préparée, elle n'attendait que «l'action», le prétexte.

Chasser le naturel, il revient au galop ! La diplomatie russe commence à afficher des comportements qui ne peuvent que rappeler la diplomatie soviétique. Non seulement c'est la Géorgie qui est dénoncée comme l'agresseur mais au Conseil de Sécurité on entend, ébahi, le représentant russe M. Churkin dire «*ce n'est pas à ceux qui ont bombardé Belgrade ou qui tuent des civiles en Irak et en Afghanistan de protester contre nos bombardements de l'agresseur géorgien qui n'avait qu'à ne pas commencer*» et, oubliant où il se trouvait, «*l'agression géorgienne a donné un coup fatal à l'intégrité territoriale de ce pays*». Son patron, le Ministre des Affaires Etrangères russe, Sergueï Lavrov, téléphone à Condoleeza Rice pour lui dire que le président élu de la Géorgie doit partir !

Pour ajouter l'ignominie à l'exagération, Medvedev, le nouveau président russe, parle de «*nettoyage ethnique des russes d'Ossétie*» tandis que Poutine, le nouveau premier ministre, évoque un «*génocide*» car il y aurait 2.000 morts parmi les habitants de l'Ossétie du Sud.

Un pays va se faire écraser aux portes de l'Europe. Que ce soit «un, prêté, pour, un, rendu» (Kosovo), que ce soit pour de bonnes raisons pétrolières, une chose est certaine, la Russie actuelle que certains pensaient sur la voie de la démocratie n'est en réalité que la digne héritière de l'Union Soviétique. Certes, on ne tue plus les dirigeants qui «dévient» de la ligne du Parti car il n'y a plus de parti, il n'y a qu'une mafia d'origine KGB-iste qui a trusté les postes de pouvoir et/ou de profits économiques. La France en sait quelque chose, elle dont la Côte d'Azur est la destination préférée des «hommes d'affaires» russes qui achètent des propriétés en payant cash des dizaines de millions d'euros. Mais cela nécessite que l'on tue et l'on emprisonne tous ceux dont la tête dépasse. Anna Politovskaya, Mikhaïl Khodorkovsky, deux exemples parmi d'autres.

La Russie se veut de nouveau puissance impériale. Elle n'admet pas que d'anciens «confettis» de l'empire soviétique s'émancipent et aillent voir du côté de l'Ouest. Elle veut montrer que la force est de son côté et que rien ni personne ne peut arrêter son retour au premier plan mondial. Son action militaire en Géorgie qui met en œuvre l'infanterie, l'aviation, la marine et des fusées est la plus imposante à l'extérieur de ses frontières depuis l'implosion de l'Union Soviétique (et la seule depuis l'Afghanistan...). Deuxième producteur mondial de gaz et pétrole, la Russie dispose d'un droit de veto à l'ONU et plus d'armes nucléaires qu'il ne faut pour anéantir la planète 100 fois. Elle fait ce qu'elle veut et ne se donne même plus la peine de masquer ses intentions. Elle montre l'exemple à l'Iran après avoir laissé la Corée du Nord se doter du nucléaire militaire.

Et que trouve-t-elle pour lui faire pièce ? Bernard Kouchner qui va à Tbilissi pour «raisonner» la Géorgie avant d'aller à Moscou pour prêcher la bonne parole. Pour «apaiser», dit-il... Notre président, lui aussi, est allé à Moscou pour faire connaître à celui qui annonçait que la Russie «*allait poursuivre les Tchétchènes jusque dans les chiottes*» son

plan pour une sortie de la crise... En conférence de presse avec «le président» russe il reste de glace quand celui-ci éructe «*ces gens-là sont des déments, des dégénérés, qui dès qu' ils reniflent l' odeur du sang ne peuvent plus s' arrêter*». Pendant ce temps, la Géorgie sera écrasée et la Russie ira cracher sur sa tombe.

© Martin Birnbaum pour LibertyVox



Poutine et Medvedev

[Retour à la Une](#)

URL de cet article = <http://www.libertyvox.com/article.php?id=337>

http://docs.google.com/Doc?id=dc2m8p62_267gznsqjg5

<http://pasta.cantbedone.org/pages/75urID.htm>

Le déjà vu

Alain Besançon, Membre de l'Institut

C'est toujours la même chose.

La Russie prépare longuement le terrain par une campagne de propagande.

Elle se *démocratise*, fait-elle savoir, progresse à pas de géant vers l'Etat de droit.

Elle se *développe* à toute allure et se présente comme un terrain d'investissements pour les entreprises occidentales. Une occasion à saisir ! Les libéraux, les pro-occidentaux arrivent...les technocrates...les pragmatistes... les colombes... les occidentalistes... la nouvelle génération... les classes moyennes... La nouvelle Russie est déjà là.

En politique extérieure, la stratégie est simple et constante. Elle est de séparer l'Europe de l'alliance avec les États-unis. De séparer l'Allemagne de ses partenaires, en lui promettant certains avantages en échange d'une position plus « amicale ». De neutraliser la France en lui offrant les satisfactions de vanité dont elle est friande. De profiter de l'indifférence italienne, espagnole, des complaisances serbes, hongroises, bulgares. De pousser à la dissolution de ce qui reste de l'Union européenne en préférant systématiquement les accords bilatéraux avec ses membres.

La tactique est de choisir le moment opportun, le mois d'août, par exemple, quand elle sent les États-unis affaiblis, embarrassés ailleurs, les Européens particulièrement divisés.

C'est alors la frappe surprise. Alors nous nous apercevons soudain que nous somme *mat*.

La Russie se présente comme *faible* : il faut l'aider, se garder de l'humilier, consolider ses progrès. Elle se présente en même temps comme redoutable par son immensité, son armée, son arsenal atomique, son pétrole. Elle fait planer une vague menace. Elle fait peur. Elle pourrait être encore pire : apaisons la.

Cela a commencé depuis Khrouchtchev. On peut dire depuis Staline, depuis son virage « antifasciste », depuis son virage patriotique, avant, et après la guerre. Voire depuis Lénine et Rapallo. Et cela continue : Brejnev et la "détente", Gorbatchev et la "perestroïka", Poutine et la "remise en ordre".

Nous avons pourtant eu le rideau de fer, le blocus de Berlin, la crise cubaine des fusées, l'écrasement de la Hongrie, l'occupation de la Tchécoslovaquie, l'Afghanistan, l'attentat contre le

pape, l'état de siège en Pologne, le demi- génocide tchéchène. Aujourd'hui l'invasion de la Géorgie.

Cette répétition est lassante, mais moins encore que la répétition de nos réactions à nous, les Occidentaux. Le mensonge russe est si gros qu'il est toujours à moitié cru. Nos diplomates, à qui la diplomatie russe ment en pleine figure, en subissent la sidération. Ils n'osent pas dire :

« Vous mentez. Vous êtes au fond un tigre de papier. Votre économie est misérable, votre démographie en ruine. Retirez vous tout de suite et rentrez chez vous ».

A la place, nous élevons des protestations feutrées, nous appelons au *dialogue*, à la *négociation*. La Russie garde sa proie. Et puis c'est oublié jusqu'à la prochaine fois.

« Nous n'allons pas revenir à la guerre froide », dit on, comme si elle avait jamais cessé.

En effet, que veut la Russie de Poutine ? Pour commencer, reconstituer l'URSS. Elle est en contentieux de frontières avec l'Ukraine, l'Estonie, la Lettonie, la Moldavie, le Kazakhstan, la Géorgie. Elle a soin d'entretenir ces contentieux, de les faire suppurer et, quand l'occasion se présente, de l'enflammer, comme aujourd'hui.

Or ce but est aussi inepte que l'obsession de Hitler pour des « terres à l'Est ». Au lieu de s'occuper de l'épouvantable niveau sanitaire, de l'école à la dérive, elle construit des sous-marins, des porte avions, développe des systèmes d'armes, pratique la menace et le chantage tous azimuts.

Nous saluons : « la Russie a retrouvé sa fierté ». En fait, elle court à sa ruine. Elle ne peut concevoir la négociation qu'en terme de victoire. Qui aura qui ? (*кто кого?*) Qui dominera qui ? Ce sont de fausses victoires, des dominations picrocholines inutiles, autant d'obstacles au développement sain et normal de ce malheureux pays, depuis si longtemps malade physiquement et moralement, et que nos complaisances enfoncent dans sa maladie. La domination plutôt que la liberté, la domination plutôt que la prospérité : le peuple russe, hélas, en est intoxiqué.

Qu'au moins nous ne soyons pas intoxiqués pareillement ! A force de répétition, de crise en crise, cet appétit pour l'agrandissement finit par nous paraître naturel. C'est comme un vieux travers de la Russie, presque un élément du folklore, comme le samovar. C'est leur habitude et nous nous y habituons. Notre jobardise, notre crédulité, notre naïveté sont, avec la domination, l'autre grande satisfaction de l'État russe.

FIN